



Retrait de la loi « Sécurité globale », marchons pour les libertés

Vendredi 27 novembre, à Nantes, Saint-Nazaire et Châteaubriant et le samedi 28 dans tout le pays, les manifestations pour le retrait de la proposition de loi relative à la « sécurité globale » ont connu une affluence massive : 500 000 manifestants, dont beaucoup de jeunes, ont marché pour les libertés.

Fragilisé par une telle mobilisation, le gouvernement tente de manœuvrer en essayant de réécrire l'article 24. Nous demandons le retrait pur et simple de cet article qui met en cause la liberté de la presse et la liberté d'observer. Mais nous exigeons également l'abandon de la totalité du texte car il porte atteinte aux libertés. Il s'attaque en particulier à la liberté de manifester par l'utilisation d'outils de surveillance et d'identification des manifestants, caméras et drones. Sur de trop nombreux points, la proposition de loi, qui va dans le même sens que le Schéma national du maintien de l'ordre, s'oppose aux principes républicains. La privatisation de missions de sécurité publique vers des entreprises de sécurité, les nouvelles prérogatives données aux polices municipales, constituent également des dérives inquiétantes pour la démocratie.

La suppression des crédits de réduction de peine (article 23) pour les auteurs d'infractions contre les forces de l'ordre (notamment) est critiquée, y compris par certains syndicats de directeurs pénitentiaires: une fausse bonne idée, au caractère dissuasif illusoire et contraire à la prévention de la récidive en réalité.

Plus globalement - et dans un contexte de montée du chômage et de la précarité, de démantèlement des services publics et de remise en cause des droits et garanties collectives, de l'assurance chômage et des retraites – la proposition de loi amplifie comme jamais une logique « sécuritaire » dans laquelle la surveillance généralisée de toute la population devient la norme. Cette logique ouvre la porte à de graves tensions sans que la sécurité de toutes et tous soit mieux assurée.

Dans ce contexte et dans le cadre de la journée initiée par la coordination « StopLoiSécuritéGlobale », les organisations syndicales de Loire-Atlantique (CGT, FO, FSU, Solidaires, Syndicat des Avocats de France) appellent à un :

Rassemblement devant la Préfecture

Samedi 5 décembre 2020 à 15H00

suivi d'une manifestation : préfecture, 50 otages, CHU, petite Hollande, mémorial, esplanade des machines.